

Discours de Helmut Schmidt (Bonn, 14 février 1973)

Légende: Le 14 septembre 1973, le ministre allemand des Finances Helmut Schmidt expose devant le Bundestag la politique menée par le gouvernement pour surmonter la crise monétaire mondiale.

Source: Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung. Hrsg. Presse- und Informationsamt der Bundesregierung. 15.02.1973, Nr. 17. Bonn: Deutscher Verlag.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_helmut_schmidt_bonn_14_fevrier_1973-fr-24aa123c-2e65-4edo-b0c8-8d399c57eb10.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016



Déclaration du gouvernement fédéral relative aux décisions monétaires

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs,

La récente crise monétaire, qui a dominé pendant dix jours la scène internationale et qui a affecté aussi les marchés des devises européens ainsi que le nôtre, a heureusement été endiguée. Vous connaissez les décisions qui ont permis de surmonter cette situation difficile. Permettez-moi d'en rappeler l'essentiel.

Premièrement, le gouvernement américain a prié le Congrès de dévaluer le dollar de 10 pour cent. Or, cette modification a déjà pris effet dans la pratique. Dans le même contexte, le gouvernement américain a annoncé que le président soumettrait prochainement à l'approbation du Congrès une législation commerciale complète, en vue d'autoriser les débats sur une diminution supplémentaire des barrières commerciales tarifaires et non tarifaires. Enfin, certains contrôles des États-Unis sur les mouvements de capitaux doivent se terminer d'ici fin 1974, ce qui devrait entre autres encourager les investissements étrangers directs aux États-Unis.

Deuxièmement, le gouvernement japonais a annoncé, pour sa part, qu'il allait libérer le cours du yen japonais. Cela s'est concrétisé aujourd'hui par la réouverture des marchés des devises au Japon. Le taux de réévaluation *de facto* du yen s'élevait ce midi à 4,1 pour cent. Je présume qu'il augmentera encore considérablement.

Troisièmement, exception faite de la lire italienne, les principales devises européennes ont maintenu leur cours. La livre sterling conserve un taux flottant.

Le gouvernement fédéral a salué ces décisions qui vont de pair et parmi lesquelles se trouvent également ses propres décisions, immédiatement après leur annonce mardi matin. Il réitère aujourd'hui son approbation devant cette Assemblée.

Nous estimons que les États-Unis d'Amérique ont tiré les conséquences de la situation monétaire internationale comme il convenait de le faire. Grâce à sa détermination et à sa disposition à agir rapidement, le gouvernement américain a en outre rendu un grand service à la solidité de l'Alliance atlantique et à la liberté du commerce international. La République fédérale d'Allemagne est tenue elle aussi de respecter ces fondements de la coopération.

Le gouvernement fédéral approuve également la décision du gouvernement japonais de contribuer sensiblement à un meilleur équilibre entre les cours du dollar et du yen. La disproportion dans l'évaluation de ces deux monnaies a jusqu'ici été responsable de deux tiers du déséquilibre de la balance commerciale américaine et de la vulnérabilité du dollar. Le déficit commercial américain s'est élevé par exemple en 1972 à plus de 6 milliards de dollars, dont 4 milliards de dollars rien que pour le commerce avec le Japon et seulement un demi-milliard de dollars pour le commerce avec toute l'Europe.

La solution internationale de la crise monétaire a été essentiellement favorisée et facilitée par une étroite collaboration au sein de l'Europe ainsi qu'entre l'Europe et les États-Unis et enfin par les négociations menées par les États-Unis et, dans une moindre mesure aussi par nos pays, avec le Japon. Seul ce large cadre, englobant le monde entier, était adapté à l'ampleur des problèmes. Les citoyens avertis auront déjà remarqué au cours de la semaine passée qu'en réalité le domaine monétaire a été dépassé et que la solution devait être trouvée dans le cadre des alliances politiques.

La coopération au sein de l'Europe et avec les États-Unis a été particulièrement intensive et imprégnée de confiance, aussi bien entre les chefs de gouvernement ou d'État qu'entre les ministres directement concernés. Je voudrais souligner tout particulièrement ici les relations étroites et fructueuses avec le ministre français des Finances, Giscard d'Estaing, et avec le chancelier de l'échiquier britannique, Anthony Barber. Je tiens à les remercier pour cette coopération.

C'est dans ce contexte que le gouvernement allemand devait apporter sa propre contribution à la préparation

des décisions nécessaires. Compte tenu des causes de la crise, que j'ai déjà esquissées, notre rôle ne pouvait pas consister à engager une action précipitée en solitaire, ni à nous laisser pousser à une telle action.

Notre manière d'agir demandait évidemment une certaine stabilité nerveuse, d'autant plus qu'elle ne pouvait pas être comprise par tous immédiatement, puisqu'il n'est pas possible d'exposer, ni d'expliquer les choses publiquement pendant les périodes critiques. Les déclarations publiques faites par l'opposition au cours des derniers jours n'ont été d'aucune utilité, pas plus que les reproches cinglants adressés aux hommes politiques américains.

Je pense toutefois qu'à la lumière des résultats, la tactique du gouvernement fédéral s'est avérée la bonne, du moins ultérieurement, et cela même aux yeux des sceptiques. Cette constatation s'impose aussi face à la pression politique et psychologique qui s'était manifestée lors des journées cruciales en faveur d'une action allemande unilatérale.

Si nous avons cédé face au vent de la spéculation et fermé nos bourses déjà la semaine dernière, nous serions probablement aujourd'hui dans de beaux draps. Cela aurait en effet été le point de départ du flottement du cours du mark allemand en solitaire au niveau national. Les Japonais auraient certainement dû s'y associer, mais à part eux personne d'autre au monde. Cela aurait été une action isolée avec toutes ses conséquences politiques, surtout sur le plan de l'Europe, et économiques. Du point de vue du gouvernement fédéral, trois considérations simples s'opposaient à l'incitation à une telle activité au mauvais moment et avec les mauvais moyens.

Premièrement, notre balance des paiements courants est pratiquement équilibrée, c'est-à-dire que la balance de notre commerce extérieur, des paiements courants, par exemple de la main-d'œuvre étrangère, des services, des paiements que les citoyens allemands effectuent lors de voyages à l'étranger est équilibrée. Notre balance des paiements courants ne montre absolument aucun indice d'un mouvement à la hausse du mark allemand. La balance des paiements courants est équilibrée à un demi-milliard de dollars près. Notre balance des paiements ne donne par ailleurs aucun signe justifiant un mouvement à la hausse du mark allemand vis-à-vis d'une partie de nos partenaires commerciaux.

Deuxièmement, nous ne voulions pas porter préjudice aux négociations en cours et à venir. Nous voulions plutôt protéger notre position dans ces négociations.

Troisièmement, nous ne voulions en aucun cas confirmer l'ancienne réputation du mark allemand, à savoir d'être toujours et en toutes circonstances un candidat à la réévaluation.

En favorisant ce vieux soupçon au sujet de la réévaluation, nous aurions porté préjudice à la stabilité future de notre monnaie.

Une *quatrième* raison à notre manière d'agir a été au moins aussi importante que les trois raisons précédentes réunies: nous étions pleinement conscients des conséquences qui en auraient résulté pour la Communauté économique européenne, si nous avions amorcé l'un ou l'autre mouvement en solitaire. Ces conséquences auraient été non seulement économiques, mais avant tout politiques.

Le problème politique qui s'est finalement posé se situait selon nous à la croisée de trois maximes que nous devons suivre en même temps: nous devons protéger notre économie et son degré d'emploi élevé; en même temps nous ne pouvions ni ne voulions menacer la coopération au sein de la CEE et l'amorce d'une union économique et monétaire, et troisièmement, nous ne pouvions ni ne voulions nullement mettre en danger nos bonnes relations avec les États-Unis d'Amérique.

Selon toute probabilité, le résultat général que les États-Unis, le Japon et l'Europe viennent d'atteindre n'aurait pas pu être obtenu, si nous avions agi en solitaire la semaine dernière.

En ce qui concerne les liquidités obtenues par notre «entêtement», la Bundesbank en viendra à bout dans les

conditions actuelles. Une partie de l'afflux de dollars quittera à nouveau notre pays. Une autre partie se compose de paiements anticipés pour les exportations allemandes et de paiements retardés pour les importations. Ces *lags and leads*, comme on les appelle en anglais, s'équilibreront bientôt.

Je voudrais ici éclaircir un point, car il est sûrement d'un grand intérêt politique pour le Bundestag allemand: la possibilité d'une solution mondiale ne nous a nullement empêchés d'intégrer également, dès le départ, un modèle européen dans nos réflexions. Ce modèle a été dès le début pris en considération dans les discussions que nous menons avec nos partenaires. Le gouvernement des États-Unis d'Amérique, lui aussi, a considéré que ce modèle pouvait être sérieusement envisagé. Il aurait en fait abouti à un accord entre les États de la CEE pour ne plus soutenir le cours du dollar, tout en veillant, en intervenant sur les marchés monétaires européens, à ce que les relations entre chacune de ces monnaies restent inchangées.

Les débats et les recherches menés ces derniers temps sur ce modèle européen ont abouti à deux constatations qu'il convient de présenter ici:

La première constatation porte sur la disposition très nette de la France à participer à la réalisation de ce modèle, à condition toutefois que ce fût vraiment un modèle européen et non un modèle s'appliquant à certaines parties de la CEE seulement. L'avantage de ce modèle aurait en effet résidé principalement dans le fait qu'il aurait constitué une expression visible de la solidarité monétaire européenne et qu'il aurait donné cette impulsion si nécessaire à l'union économique et monétaire. Certes, il aurait produit quelques conséquences, par exemple pour l'utilisation des réserves monétaires actuellement contrôlées au niveau national. L'émergence d'un tel modèle aurait notamment généré des risques, qui, face à une accélération du développement de l'union économique et monétaire, se seraient traduits essentiellement par une nouvelle perte rapide d'autonomie en matière de politique conjoncturelle et monétaire.

La deuxième constatation à laquelle a abouti l'étude de cette solution avec nos partenaires concernait ensuite les difficultés objectives rencontrées par nos amis britanniques. Les raisons qui ont conduit l'été dernier au flottement vers le bas de la livre n'ont pas encore permis au gouvernement britannique de rétablir une relation stable avec les autres monnaies européennes, c'est-à-dire de fixer une parité ou un cours pivot, malgré toute l'impartialité avec laquelle le gouvernement britannique a abordé ce modèle. La libération du cours de la lire annoncée hier par le gouvernement italien montre que le gouvernement britannique n'est pas tout à fait seul avec ses préoccupations.

Cependant, après toutes ces expériences positives et négatives, la réalisation d'un modèle européen restera pour nous une mission à accomplir.

C'est d'ailleurs également l'opinion de nos partenaires anglais. Une réunion du Conseil fixée pour ce soir à Bruxelles constituera dès lors la première occasion de débattre de la nouvelle situation avec les neuf pays de la Communauté.

Du point de vue de nos intérêts nationaux allemands, le résultat global auquel nous avons abouti appelle le jugement suivant:

Premièrement, ce résultat prouve à quel point l'étroite coopération avec nos partenaires peut apporter des solutions raisonnables aussi bien sur le plan économique que politique – solutions raisonnables au sens de notre coopération particulièrement intensive au sein des pays de la CEE ainsi qu'avec notre allié américain.

Deuxièmement, ce résultat est aussi un succès pour notre économie et son taux d'emploi élevé. L'effet global que les mesures politiques en matière de taux de change prises par les Américains, les Japonais et les Italiens ont eu sur la valeur extérieure du mark allemand sera de deux pour cent au maximum, même si d'autres petits partenaires commerciaux devaient se joindre totalement ou en partie à l'initiative américaine. Il se peut parfaitement que cet effet s'en tienne à 1 pour cent seulement. De façon un peu plus concrète, nous pouvons dire ceci: nos importations en provenance des États-Unis d'Amérique deviendront légèrement meilleur marché pour nous. Nos exportations vers les États-Unis apporteront des recettes un peu plus élevées. Mais bien entendu, c'est également là que résident les difficultés pour une série de secteurs et

d'industries. Ils ne pourront pas augmenter leurs prix dans la mesure où le dollar a été dévalué.

Les relations commerciales avec les pays avec lesquels nous assurons la plus grande partie de notre commerce extérieur ne seront en rien affectées. Je suis convaincu que, dans l'ensemble, notre économie saura faire face à cette légère intensification de la concurrence internationale, même si – je le répète – il y a quelques exceptions qui demandent toute notre attention et notre sollicitude. Je suis persuadé que notre position concurrentielle face au Japon a tendance à s'améliorer. Cela se fera aussi sentir sur des marchés tiers. Je voudrais également souligner la rapidité avec laquelle nous avons pu mettre un terme à la période d'incertitude des relations monétaires.

J'aimerais ajouter la remarque suivante sur cette évaluation du résultat: c'est une grosse erreur de prétendre, comme je l'ai entendu dire, que la dévaluation du dollar, et par là même aussi la dévaluation des réserves de dollars de toutes les banques centrales du monde, coûteraient aux contribuables allemands la somme de sept milliards de marks allemands. C'est une grossière erreur. En effet, ni le budget fédéral ni le contribuable ne seront affectés par les procédures comptables techniques de la Bundesbank.

L'effet limité des mesures prises en matière de politique monétaire sur notre économie nationale met clairement en lumière un élément qu'il convient de souligner également: nous n'avons pas mené de politique de stabilisation de notre économie nationale avec la politique monétaire. En d'autres termes, l'opération monétaire internationale n'a guère modifié ou amélioré la situation en matière de politique de stabilité et les problèmes en résultant. À cet égard, nous devons, dans les jours qui viennent, étudier soigneusement, en collaboration avec la Bundesbank, comment adapter nos instruments à la fois aux exigences monétaires externes et aux objectifs internes en matière de politique de stabilité.

Par ailleurs, le gouvernement fédéral a l'intention de supprimer dans un proche avenir les contrôles au sens de l'article 23 de la loi sur le commerce extérieur. Pour cela, il est nécessaire de modifier au préalable les dispositions juridiques relatives aux dépôts en espèces.

Il convient de souligner un dernier point: les actions prises pour surmonter cette crise ne sont en aucun cas liées à la réforme du système monétaire international.

Elle a tout au plus quelque peu amélioré les conditions-cadres dans lesquelles cette réforme doit être menée, par une tendance à l'assainissement de la balance des paiements américaine. Le gouvernement fédéral accorde une très grande importance économique et politique à la réforme du système monétaire international. Par conséquent, en concertation avec la Bundesbank, il s'investit de toutes ses forces dans cette tâche effectuée dans le cadre du Fonds monétaire international.